

Chroniques européennes du large

N° 17

23 mai 2009 - Zum Geburtstag viel Glück, Deutschland ! Bon anniversaire, l'Allemagne !

Il y a 60 ans, la Loi fondamentale, c'est à dire la Constitution de la République fédérale d'Allemagne était proclamée. Les anniversaires étant plus joyeusement célébrés en Allemagne que nulle part ailleurs, il était normal de rendre hommage aujourd'hui à un Etat dont la contribution à l'Europe unie a été décisive. Quand le journal Libération m'a invitée à m'exprimer sur ce pays, en mars dernier à Rennes, j'ai pu mesurer l'attachement des Bretons à la langue allemande, aux jumelages et échanges qui font vivre la relation franco-allemande.

La première caractéristique de la RFA, la plus extraordinaire réalisation des responsables allemands d'après-guerre a été d'enraciner la démocratie dans un pays meurtri, qui revenait de loin. Dans un livre passionnant, l'historien Heinrich August Winkler a rappelé la lente progression de l'Allemagne vers la démocratie depuis l'autoritarisme prussien jusqu'à nos jours, à travers les épreuves du nazisme et du communisme : *Le long chemin vers l'Occident**. J'admire aussi la manière dont l'Allemagne s'est unifiée en 1990, sans un acte de violence, sans une goutte de sang.

En mai 1949, est née une Constitution exceptionnelle où transparaissent le souci des droits de l'Homme, la responsabilité assumée pour les crimes nazis mais aussi la défense de l'unité nationale via le fédéralisme et un engagement européen sans faille. Le Chancelier Kohl répétait toujours qu'unité allemande et unité de l'Europe étaient « *les deux faces d'une même médaille* ». A l'Allemagne d'après-guerre, nous devons également l'invention de « l'économie sociale de marché »**, point d'équilibre entre compétitivité et partage des richesses.

Où en est l'Allemagne aujourd'hui ? Unifiée, dotée de frontières sûres, les Allemands entretiennent des relations pacifiées avec tous leurs voisins. Ce qui me donne du souci, c'est plutôt la tentation du repli qui, depuis quelques années, semble la saisir. Trop souvent, le fédéralisme allemand s'enferme dans des querelles de clocher. La priorité donnée à la « subsidiarité » fausse sa perception de l'Europe. L'approche comptable, le « Nettozahler Debatte » (version allemande de « I want my money back ») occulte les bienfaits que retire l'Allemagne des réalisations européennes, notamment le marché intérieur, grand ouvert à ses entreprises et l'élargissement qui a stabilisé ses voisins. La première puissance exportatrice du monde n'a pas toujours les visions européennes à la hauteur de ses succès. Surtout en temps de crise, elle devrait plus résolument contribuer à l'unité de l'Europe au lieu de louer une diversité qui confine à l'émiettement.

Si longtemps engagés et plus que loyaux, les Allemands se lassent du rôle du parfait « grand frère » européen. Des décennies durant, ils ont fait des concessions, supportant de bonne grâce les « coups de gueule » gaulois et les « lignes rouges »

anglaises. Répugnant à défendre leurs intérêts nationaux aussi brutalement que les autres, souvent ils ont mis de l'huile dans les rouages communautaires. Beaucoup de Français n'ont jamais compris ce que représentait par exemple le don du Mark : née avant même la République fédérale, cette monnaie était plus qu'un symbole. Dans leur attachement rigide au pacte de stabilité, il y a quelque chose du sentiment, pas entièrement faux, d'avoir plus contribué que d'autres.

Nous Français, avons hélas notre part de responsabilité dans l'éloignement actuel des Allemands. Depuis 1989, la coopération franco-allemande stagne. A plusieurs reprises, les Allemands nous ont offert de bâtir une Europe plus politique : à Maastricht, lors de la création de l'euro ; en 1994 avec l'initiative de M. Lamers et M. Schäuble visant à créer une avant-garde ; en 2000, quand Joschka Fischer a tenu son grand discours à l'université Humboldt. La classe politique française, de droite et de gauche, n'a jamais répondu que par un refus caricatural du « fédéralisme ». Le « non » français de 2005 a abasourdi des Allemands, tout comme le projet d'Union de la Méditerranée qui, dans sa version initiale, recréait une zone d'influence française au Sud, en excluant l'Allemagne. La France n'est décidément pas très fiable, entend-on souvent outre-Rhin. La lourdeur de l'Europe à 27 a fait le reste. Aussi les Allemands revendiquent-ils désormais de défendre leurs intérêts sans prendre des gants : quitte à détricoter le marché intérieur, à distribuer des aides illicites à l'industrie allemande ou à freiner sur le plan climat. Leur tentation du cavalier seul avec la Russie ou la Chine n'est que la réplique de nos propres chevauchées solitaires. Triste réponse de la bergère Merkel au berger Sarkozy, triste nivellement par le bas !

S'il ne s'agit pas de nier l'existence, sur certains sujets, d'intérêts nationaux divergents, un intérêt supérieur européen les surplombe. Il mérite d'être défendu. Certains ont eu peur, par le passé d'une « Europe à l'allemande. » Ceux-là, en général, connaissent mal ce pays, ses immenses vertus, sa grandeur. J'ai beaucoup plus peur d'une Europe sans l'Allemagne, sans cette Allemagne qui n'a jamais été aussi grande que quand elle se mettait au service de l'intérêt commun et des petits pays. L'une de mes priorités au Parlement européen sera de raviver la relation franco-allemande, d'utiliser mes réseaux allemands au service de l'Europe et de notre région. Un long chemin d'Ouest en Est...

Sylvie Goulard

**Der lange Weg nach Westen*, CH Beck, 2000, paru en français chez Fayard, Histoire de l'Allemagne, XIXème, XXème siècles, 2005.

***Le concept est d'Alfred Müller-Armack qui représentait notamment l'Allemagne à la conférence de Messine, préparatoire au traité de Rome.*

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette chronique (quotidienne du 7 mai au 7 juin), envoyez un mail à contact@sylvie-goulard.eu. L'ensemble des chroniques est disponible sur mon site www.sylvie-goulard.eu